

www.usinenouvelle.com

Pays : France

Dynamisme : 27



Page 1/2

[Visualiser l'article](#)

## Que réclament les écoles d'ingénieurs dans le plan de relance du gouvernement ?

Dans une contribution dévoilée mercredi 10 juin, la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs souhaite que l'enseignement supérieur et la recherche soient placés au cœur du plan de relance économique du gouvernement. Pour elle, le capital humain de demain ne doit pas être oublié avec en fil rouge le développement du numérique et de l'écologie.



Les responsables d'écoles s'inquiètent notamment de la baisse du nombre d'étudiants étrangers ou de la concurrence accrue des formations à distance. © Thierry Page

Les répercussions de la crise du Covid-19 amènent les écoles à réfléchir à long terme. Il y a quelques semaines, la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI) a mis en place un groupe de réflexion sur l'avenir, dont les propositions ont été dévoilées ce mercredi 10 juin. Les responsables d'écoles s'inquiètent notamment de la baisse du nombre d'étudiants étrangers ou de la concurrence accrue des formations à distance d'établissements internationaux et d'instituts privés.

www.usinenouvelle.com

Pays : France

Dynamisme : 27

[Visualiser l'article](#)

*“Autant de remises en question des activités traditionnelles de formation que les établissements d'enseignement supérieur et de recherche vont devoir réinventer pour affronter de nouvelles concurrences,”* estime la CDEFI. Pour l'association, ce renouveau passe par une profonde transformation numérique et écologique des écoles et l'implication concrète de l'Etat, qui doit placer l'enseignement supérieur et la recherche, *“au cœur de la relance économique de la nation avec un investissement sur le capital humain de demain.”*

Quatre axes principaux

La contribution dévoilée le 10 juin détaille un plan de relance de l'enseignement supérieur et de la recherche découpé en quatre axes : la coopération pour favoriser une transformation numérique et environnementale, l'intégration des questions de souveraineté européenne, l'accompagnement des entreprises dans leur transformation et l'expérience "usager" sur les campus. *“Nous avons fait remonter des idées concrètes pour notre fonctionnement à la rentrée, mais nous nous inscrivons aussi dans une vision à moyen et long terme”*, détaille [Florence Dufour](#), directrice de l'EBI.

Des propositions concrètes sont formulées sur chaque axe, comme l'accompagnement de la réindustrialisation ou la promotion d'une dynamique européenne de la recherche. Pour favoriser la création des emplois nécessaires et l'élaboration des enseignements à distance, la CDEFI souhaiterait notamment se voir *“attribuer dès maintenant une subvention de transformation numérique par étudiant”*, sans pour autant en avoir estimé précisément le montant.

Flou sur l'accueil d'étudiants étrangers

Les propositions sont nombreuses et ambitieuses, à tel point qu'elles interrogent sur les personnes à qui elles s'adressent. *“Notre position a évolué au fil du temps, mais l'objectif est d'apporter des éléments de réflexion à notre communauté, mais aussi à la Conférence des présidents d'université, la Conférence des grandes écoles, nos entreprises partenaires et nos ministères de tutelle”*, répond le président de la CDEFI Jacques Fayolle.

L'un des objectifs affichés - le renforcement de l'attractivité internationale des établissements - pourrait être compliqué à mettre en place cette année. La CDEFI s'accorde à dire qu'un flou perdure au sein du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des Affaires étrangères quant à l'attribution des VISA pour les étudiants étrangers souhaitant venir en France à la prochaine rentrée.